

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FULCHIRON INDUSTRIELLE

Chemin de St Eloi
91720 Maisse

Références : 2026-03-115
Code AIOT : 0018100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement FULCHIRON INDUSTRIELLE implanté CHE ST ELOI 30700 Vallabrix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inopinée 2026

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON INDUSTRIELLE
- CHE ST ELOI 30700 Vallabrix
- Code AIOT : 0018100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière exploite des sables siliceux à destination des activités industrielles. Elle a été renouvelée par arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 jusqu'au 24 juillet 2033. Le site abrite des installations de lavage, séchage et de stockage des sables extraits.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/10/2019, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Stabilité géotechnique	AP Complémentaire du 05/12/2022, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Action régionale : respect du plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Action régionale : respect du plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 8.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Consistance	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des installations classées	article 1.4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas répondu aux demandes attendues formulées dans les rapports d'inspection des 6/12/24 et du 22/05/25 suite aux deux visites d'inspection du 21/11/24 et 10/04/25.

Lors de la visite d'inspection, plusieurs non-conformités persistent nécessitant une mise en demeure de les lever :

- l'absence de dispositifs de récupération des eaux issues des bassins avec une réutilisation dans le process de l'installation de traitement ;
- l'absence de contrôle géotechnique du secteur 6 constaté par l'inspecteur en 2024 ;
- l'absence de transmission du schéma de circulation des eaux ;
- la non-conformité du système d'assainissement non collectif ;
- l'absence de curage du bassin écrêteur de crue amont depuis 2019 ;
- l'absence d'évaluation de stabilité des gradins et la capacité de résistance aux événements pluvieux des zones dont la remise en état est finalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2019, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit [...]
Constats : Suite aux visites d'inspection du 21 novembre 2024 et du 10 avril 25, il était attendu de l'exploitant la mise en œuvre sous six mois, à réception du rapport d'inspection du 22/05/2025, un dispositif de récupération des eaux issues des bassins avec une réutilisation dans le process de l'installation de traitement. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucun dispositif n'a été mis en place, qu'une étude technico-économique a été réalisé par un apprenti mais elle n'a pas été concluante. Un responsable ingénierie a été recruté récemment et prendra en charge ce sujet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de <ul style="list-style-type: none"> - sous 15 jours : transmettre à l'inspection un calendrier des travaux de réalisation de ce dispositif de récupération des eaux; - sous 3 mois : mettre en place le dispositif de récupération des eaux du bassin.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stabilité géotechnique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des travaux concernant la stabilité des terrains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°19-002N du 18 janvier 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>Des visites réalisées aux périodicités suivantes 2 fois par an ou, après un épisode pluvieux important, ou sur demande de l'exploitant en cas d'intervention jugée utile en fonction d'aléas de chantiers, d'aménagements techniques nécessitant un avis géotechnique préalable, du site sont réalisées par un bureau d'études spécialisé afin de vérifier l'efficacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des travaux réalisés afin d'assurer la stabilité des gradins - des dispositifs destinés à éviter les entraînements de sables et de définir les mesures correctives ,nécessaires ou complémentaires aux dispositions prévues. <p>Ces mesures correctives ou complémentaires sont à réaliser dans un délai pertinent au regard des enjeux et de leur condition de mise en œuvre. Un rapport de visite est établi. Un tableau sur lequel sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations proposées; - les travaux correspondants réalisés; - les références des rapports <p>est tenu à jour. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 21/11/24, le rapport d'inspection du 06/12/24 précisait en son constat n°7 que l'inspection des installations classées a constaté un désordre au niveau d'un talus qui sur sa partie sommitale abrite un bassin à boue et en son pied une piste et que ce désordre est sur l'emprise de la zone 6 dite de l'installation de traitement non surveillée par le bureau d'étude. Il était attendu de l'exploitant de faire expertiser par le géotechnicien ce désordre et de le rajouter dans le suivi semestriel le secteur 6.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 10/04/2025, l'inspection des installations classées a constaté que ce suivi ne figurait pas dans le rapport du suivi des travaux de stabilisation des fronts du 16 décembre 2024. Il avait donc été demandé à l'exploitant, dans son rapport d'inspection du 22 mai 2025, de faire contrôler ce désordre par le géotechnicien et de le mentionner explicitement dans ses rapports et d'y faire figurer les conclusions qu'il en tire.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant remet deux rapports de suivi des travaux de stabilisation des fronts et de maîtrise de ruissellement datés du 10 juin 2025 (rapport E.153/25) et du 24/11/2025 (rapport E 323-25) . Ces rapports ne font pas mention d'une surveillance en secteur 6 et ne présentent pas de conclusions du contrôle réalisé à l'endroit de la zone 6 où l'inspection a constaté un désordre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de faire réaliser le contrôle du secteur 6 par le géotechnicien et de transmettre le rapport de suivi à l'inspection des installations classées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Schémas de circulation des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessous. Ces schémas qui sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées indiquent, pour chaque branche, les valeurs de débits, des concentrations et des flux polluants dans les différentes configurations de marche.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 10/04/25, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois un schémas de circulation faisant apparaître les attendus fixés par la prescription susvisée. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'était toujours pas en mesure de fournir les éléments demandés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de fournir le schémas de circulation des eaux dont les attendus sont fixées par la prescription susvisée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées sanitaires
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques (sanitaires du personnel) sont traitées par un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux règles en vigueur, qui est validé par le service public d'assainissement non collectif localement compétent.
Constats :

L'exploitant a transmis un rapport technique réalisé par Véolia daté 13/10/25 portant vérification du fonctionnement et de l'entretien de l'installation d'assainissement non collectif.

Ce rapport fait état de plusieurs non-conformités du système d'assainissement en place:

- la fosse toutes eaux est saturée et déborde dans le regard et jusqu'au regard de collecte;
- les drains sont probablement saturés et obstrués et n'assurent plus l'infiltration des eaux usées dans le sol;
- l'absence de regards aux extrémités du système de traitement permettant d'assurer la vérification du bon fonctionnement et l'entretien du système;
- la zone d'épandage est probablement située sous la zone de circulation et de stationnement de véhicules pouvant provoquer un écrasement des drains et un dysfonctionnement majeur de l'installation.

Seule la vidange de la fosse a été faite (facture FC 042715 du 17/11/25) mais les autres actions n'ont pas été réalisées.

Au vu de ces constats le dispositif d'assainissement non collectif n'est pas conforme aux règles en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

sous 15 jours :

- vidanger et curer la fosse toutes eaux et transmettre à l'inspection des installations classées le bordereau d'identification et de suivi des matières vidangées ;
- vérifier la présence d'un système de ventilation de la fosse toutes eaux pour prévenir la présence de mauvaises odeurs;

sous 6 mois:

- mettre en place des regards aux extrémités du système de traitement ;
- en l'absence de dispositifs de ventilation, mettre en place deux ventilations indépendantes respectant les recommandations techniques détaillées dans le rapport du SPANC du 13/10/25 ;
- identifier la localisation de la zone d'épandage et proposer une solution technique pour assurer son fonctionnement ainsi qu'un calendrier de réalisation des travaux si nécessaire.
- retirer un dossier de réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif et réaliser une étude de sol;
- procéder à un contrôle du système d'assainissement par le SPANC qui devra se positionner notamment sur la présence d'une filière de traitement et du bon fonctionnement du dispositif d'assainissement dans son ensemble.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Ces eaux, y compris celles

provenant de la plateforme des installations de traitement, des bassins à boues saturées et d'arrosage des stocks, sont intégralement recyclées. [...]Des analyses régulières des boues de décantation sont prévues ainsi que des analyses de l'eau du forage
Constats : Les eaux industrielles en provenance des installations de traitement de matériaux ne sont pas intégralement recyclées. L'exploitant déclare qu'une étude prévoyant la révision du circuit de décantation et la récupération des eaux issues des process a été réalisé par un apprenti de la société mais n'a pas été concluante. Aucune étude n'a donc été produite ni aucun travaux débutés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de procéder au recyclage des eaux issues du process de l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation d'un bassin écrêteur dans le lit du ruisseau "Le Valadas"
Prescription contrôlée : [...]Ce bassin est curé après chaque pluie significative (cote de fond du bassin : 145.5 NGF)[...] une échelle limnigraphique est mise en place dans le bassin afin de vérifier que cette cote n'est pas dépassée. Un dispositif de suivi de l'ensablement est mis en place dans le lit du ruisseau "Le valadas" à l'aval, ainsi qu'au niveau du rejet dans l'Alzon, en complément de celui réalisé dans le bassin. Un suivi mensuel est effectué sur ces trois points et porté sur un registre tenu à disposition de l'administration.[...]
Constats : Lors de la visite du 10/04/2025, l'inspection avait demandé, dans son rapport du 22/05/25, de procéder au curage du bassin écrêteur de crue amont (B1) dès que l'accès est possible. Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté le projet de révision du protocole de gestion et de suivi des sables dans le Valadas dans lequel l'EPTB indique qu'il est nécessaire et impératif de procéder au curage chaque année en période estivale afin de restaurer les dimensions minimales de stockage avant les orages de fin d'année et de procéder tous les 3 à 4 ans à un curage de la totalité du bassin afin de restaurer sa pleine capacité de stockage. La zone de décantation minimale est d'environ 500m ² (30m de long, 15m de large et -3m par rapport à la crête du déversoir). L'exploitant déclare que le dernier curage du bassin B1 date de 2019. Il a présenté à l'inspection des photographies aériennes du 19/03/25 et 18/06/25 démontrant que

<p>le bassin était toujours en eau à ces périodes. Il n'a donc pas effectué de curage sur le bassin B1 argumenté par l'impossibilité pour les engins d'accéder aux abords du bassin.</p> <p>Un curage a été fait sur les différents points de contrôle V4 V2 B3 B2 F1.</p> <p>Suite aux épisodes pluvieux de décembre 2025, l'inspection a constaté que le point V4.1 "Gué amont" qui reçoit toutes les eaux de la carrière est ensablé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - procéder au curage du point V4.1 au droit du Gué amont situé à gauche de la voie d'accès menant à la carrière - vidanger la totalité du bassin écrêteur de crue amont et transmettre les justificatifs des matières vidangées à l'inspection des installations classées.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Consistance des installations classées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Relevés de consommations des forages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]La carrière dispose actuellement de trois forages atteignant l'aquifère des sables du Cénomani en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • F1 alimente les sanitaires et le four ; • F2 et F3 sont exploités alternativement pour l'eau industrielle : lavage des sables. • F3 n'est exploité qu'en remplacement de F2 et une fois par mois pour s'assurer de son bon fonctionnement ; <p>Les forages de prélèvement permettent de capter l'eau avec un débit maximum de 60m³/h. La consommation maximale est de 199 000 m³/an [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 10/04/25, l'inspection a demandé dans son rapport du 22/05/25 de relever les consommations propres à chaque forage afin de vérifier le fonctionnement en secours du F3.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le suivi des consommations en identifiant les volumes consommés sur les forages F2 et F3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Action régionale : respect du plan de phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 8.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phasage de réhabilitation du site</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état présenté aux tableaux VIII, XIV à XVII et XVIII à XXX joints au présent arrêté.</p> <p>Le secteur ouest, correspondant au secteur 3 tel que défini dans le plan présenté au tableau IX est réaménagé quand cela est possible avec un reprofilage des fronts existants à 7m et des banquettes de 15m.</p> <p>La hauteur et le positionnement de la crête située à la limite des communes de Saint-Victor-des-Oules et de Vallabrix ne sont pas modifiés (hauteur : 219 mNGF). [...]</p> <p>[...] Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale sont terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter de plan d'exploitation daté de 2025 permettant d'identifier les zones en cours d'exploitation, celles en cours de réaménagement et les zones effectivement réaménagées.</p> <p>Sur les photographies aériennes présentées par l'exploitant sur son logiciel ALTEIA, 80% environ des zones ont été réaménagées conformément au plan de phasage, néanmoins il reste une zone à revégétaliser en bordure des limites communales de Saint Victor des Oules. L'exploitant précise que ce reboisement sera réalisé en automne 2026.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de la hauteur et du positionnement de la crête située à la limite des communes de Saint-Victor des Oules et de Vallabrix.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre un plan d'exploitation à jour reportant notamment les zones en cours d'exploitation, celles en cours de réaménagement et celles réaménagées; - justifier du respect de la hauteur et du positionnement de la crête à 219mNGF; - fournir un échéancier pour le reboisement et la finalisation de la remise en état de la zone Nord
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Action régionale : respect du plan de phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 8.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Evaluation de la conformité de la remise en état du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des expertises relatives à la conformité des travaux de réaménagement aux prescriptions du présent arrêté et à la pérennité dans le temps de ceux-ci sont remises à l'inspection au plus tard aux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • juin 2024, • juin 2029,

- février 2033

Ces évaluations portent en outre sur le niveau de revégétalisation et de stabilité des gradins et la capacité de résistance aux événements pluvieux des zones dont la remise en état est finalisée.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection deux rapports de suivi des plantations en forêt communale de Vallabrix après exploitation par Fulchiron datés du 17/05/24 pour le secteur Est et du 21/01/25 pour le secteur Ouest réalisés par l'office national des forêts. Ces rapports font état du niveau de revégétalisation (nombre de plants, état sanitaire des plants, hauteur moyenne, types d'essences) mais ils ne comprennent pas le suivi de la stabilité des gradins et de leur capacité de résistance aux événements pluvieux des zones dont la remise en état est finalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de transmettre un rapport de conformité des travaux de réaménagement comprenant tous les attendus fixés par la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois